



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet des Côtes d'Armor

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2004/2880  
GIDIC : 0055-21072  
MTB

**ARRETE**  
**portant autorisation environnementale d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Le préfet des Côtes d'Armor,

- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale;
- VU le Code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 22 août 2017 et complétée le 21 décembre 2017 par le GAEC DE KERIOU représenté par Messieurs Tanguy HERVE et Alain HERVE, siège social Kériou à Carnoët en vue de l'extension d'un élevage avicole (soit après projet 92 500 emplacements) et la mise à jour de la gestion des effluents ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 22 août 2017 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 22 août 2017 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 22 août 2017 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 22 août 2017 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée, présentée par le GAEC DE KERIOU d'une période de quatre mois à compter du 21 janvier 2018;
- VU la consultation des conseils municipaux de CARNOET, PLUSQUELLEC, DUAULT, LOCARN, TREBRIVAN;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 avril 2018 au 17 mai 2018 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Carnoët pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 12 juillet 2018 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 juillet 2018 ;

**CONSIDERANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il n'y a pas de création de nouveaux bâtiments;

**CONSIDERANT** que les projets de Valorisation des Effluents d'Élevage et de Fertilisation des cultures présentés par l'exploitant dans son dossier atteste de sa capacité à respecter l'équilibre de la fertilisation azotée sur l'ensemble de son plan d'épandage;

**CONSIDERANT** que le respect des Meilleures Techniques Disponibles s'imposent à l'installation du fait de son statut d'IED;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ,

### **ARRÊTE :**

#### **Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

1. 1. - Le GAEC DE KERIOU, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social se situe au lieu-dit "Kériou" sur la commune de CARNOET est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à CARNOET au lieu-dit "Le Buénnou", un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 92 500 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 11 689 UN/an.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volailles	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place de coquelet = 1 emplacement	92 500	emplacements
2111	1)	A	Élevage, vente, etc... de volaille	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660				

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC : (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration); NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
-------------------------------	--	--	---

		dite "IED"	
Élevage intensif de volailles ou de porcs a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6. 6 a)	DECISION D'EXÉCUTION (UE) 2017/302 DE LA COMMISSION du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### 1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelle et section suivantes :

Commune	Type d'installation	Section	Parcelle
CARNOET	Élevage avicole	ZT	N° 158

#### 1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

### Article 2 : Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes)

#### 2. 1. - Aménagement des bâtiments :

2. 1. 1. - La surface des poulaillers ne doit pas dépasser 2 500 m<sup>2</sup>.

2. 1. 2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2. 1. 3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments de dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2. 1. 4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles de lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles de lavage de l'équipement intérieur des poulaillers doivent être collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2. 1. 5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

#### 2. 2. - Sécurité

2. 2. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2. 2. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2. 2. 3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé d'une réserve d'eau ou d'une capacité utile de 180 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

### **Article 3 : Prescriptions particulières concernant le transfert des effluents bruts**

#### **3. 1. - Gestion des flux - Traçabilité**

Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise à destination d'une installation classée régulièrement autorisée au titre de la rubrique n° 2780 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de 192 tonnes de fumier par an soit 5 160 unités d'azote.

Un enregistrement doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise de produit normalisé entre l'exploitant, le transporteur et l'utilisateur du produit normalisé précisant :

- la date de départ,
- le type de produit,
- les quantités enlevées en tonnes et en m<sup>3</sup>,
- La dénomination de l'exploitant, son adresse et la parcelle de destination.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui doivent être conservés pendant cinq ans.

Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire doit, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

#### **3. 2. - Stockage des effluents bruts**

##### **3. 2. 1. - Stockage des effluents bruts destinés à être épandus sur les terres du pétitionnaire ou du prêteur :**

Le stockage au champ doit respecter l'ensemble des dispositions réglementaires, relatives au stockage au champ des fumiers, définies dans l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

##### **3. 2. 2. - Stockage des bruts destinés à être repris par une société prestataire de service :**

Les effluents bruts destinés à être repris par une société prestataire de service en vue d'être dirigée vers une installation classée sous la rubrique n° 2780 régulièrement déclaré sont repris directement à la vidange des poulaillers.

Sauf cas de force majeur, les effluents bruts destinés à être repris par une société prestataire de service ne peuvent pas être stockés sur le site d'exploitation ou sur une parcelle d'épandage.

### **Article 4 : Dispositions communes**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.



Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **Article 5 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Carnoët pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Carnoët pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### **Article 6 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les pétitionnaires;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

#### **Article 7 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Sous-préfet de Guingamp, le maire de Carnoët et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Plusquellec, Duault, Locarn, Trébrivan.

Saint-Brieuc, le

31 JUL. 2018

~~Pour le Préfet,~~  
**Le Sous-Préfet,**  
~~Directeur de Cabinet~~

Franck LEON

